Document généré le 29 mai 2025 14:04

Les Cahiers des dix

Mutations des classes moyennes au Québec entre 1982 et 2008
Changes in Quebec's Middle Classes from 1982 to 2008

Simon Langlois

Numéro 64, 2010

URI : https://id.erudit.org/iderudit/045790ar
DOI : https://doi.org/10.7202/045790ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)
1920-437X (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Langlois, S. (2010). Mutations des classes moyennes au Québec entre 1982 et 2008. *Les Cahiers des dix*, (64), 121–143. https://doi.org/10.7202/045790ar

Résumé de l'article

Les classes moyennes sont-elles en déclin au sein de la société québécoise ? Quatre indicateurs caractérisant le statut socioéconomique des ménages sont examinés afin de répondre à cette question. La thèse du déclin n'est pas confirmée pour la période 1982-2008, bien que les classes moyennes aient eu plus de difficulté à maintenir leur rang à partir des seuls revenus de marché. Les chances d'accès aux classes moyennes, associées à différentes caractéristiques comme l'âge, la scolarité ou la présence d'enfants, sont restées bonnes mais la composition de ces dernières a profondément changé au fil des ans. On y retrouve moins de jeunes ménages, moins de ménages avec enfant présent, plus de retraités et davantage de personnes plus scolarisées. La mutation des classes moyennes reflètent donc les changements structuraux qui ont marqué le Québec dans le dernier tiers du XXe siècle.

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Mutations des classes moyennes au Québec entre 1982 et 2008

Par : Simon Langlois*

Les classes moyennes ont connu une croissance importante de leurs effectifs au cours du XXe siècle au Québec et dans toutes les sociétés développées. Leur accroissement est lié à l'avènement du salariat et à l'extension du modèle fordiste de développement économique, sans oublier la scolarisation plus marquée des populations. Autrefois identifiées à la petite bourgeoisie, les classes moyennes sont difficiles à définir de manière claire et elles sont devenues une nébuleuse complexe, « un ensemble composite traversé de clivages et d'opposition multiples » pour reprendre l'expression de Serge Bosc dans son ouvrage de synthèse, d'où l'emploi du pluriel pour les désigner dans les essais contemporains[1].

---

* La recherche faite à partir des données de Statistique Canada a été rendue possible grâce à une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, que je remercie. Je remercie également Catherine Poulin et Marie-Hélène Tremblay, étudiantes au département de sociologie de l'Université Laval, pour l'aide apportée dans le traitement statistique et la compilation des données. Mes remerciements aussi à Fernand Harvey, collègue de la *Société des Dix* pour ses commentaires sur ce travail, à Jeanne Valois, pour la traduction du résumé, ainsi qu'à Gilles Gallichan et Mariette Montambault, pour leur travail d'édition. Les erreurs ou omissions sont de ma seule responsabilité.

1. Serge Bosc, *Sociologie des classes moyennes*, coll. « Repères », Paris, La Découverte, 2008. Voir aussi Jean Ruhlmann, « Les discours sur la classe moyenne », dans Stéphane Beaud, Joseph Lindgaard et Jade Confavreux (dirs), *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2006 ; Serge Bernstein, « Les classes moyennes devant l'histoire », *Vingtième siècle*, nº 37, janvier-mars 1993.

Le sociologue américain C. Wright Mills a associé la croissance considérable du nombre de ménages appartenant aux classes moyennes – il employait aussi le pluriel pour les désigner – à l'augmentation marquée des emplois de cols blancs et des emplois dans les services, alors que John Goldthorpe a de son côté insisté sur le fait que les techniciens et les « ouvriers de l'abondance » avaient aussi contribué à en grossir les rangs au milieu du XXe siècle[2]. Et il ne faudrait pas oublier que l'avènement de l'État providence – et, plus largement, l'extension de la présence étatique dans toutes les sphères d'activité (enseignement, santé, armée, développement social et économique) – a de son côté contribué à la mutation de la stratification sociale en gonflant le nombre d'emplois situés au centre. En son temps, Hubert Guindon avait bien vu, dès le début des années 1960, que la Révolution tranquille et le développement considérable de l'État québécois et de l'État fédéral canadien allaient largement contribuer à l'extension de la classe moyenne francophone au Québec[3].

Un autre discours – teinté de pessimisme celui-là – a émergé à la fin du siècle dernier dans plusieurs sociétés développées, s'inquiétant de la fracture sociale, du déclin des classes moyennes et du déclassement social des nouvelles générations, de l'arrêt de la mobilité sociale intergénérationnelle, certains parlant même d'« effet sablier » (dans le cas de la France) pour en décrire l'effritement[4]. En quelques décennies seulement, le discours public sur les classes moyennes a complètement changé en France et aux États-Unis, mais beaucoup moins au Québec, où cette vision pessimiste a été moins marquée dans les discours publics et dans les travaux savants. Notre analyse aidera à comprendre pourquoi les discours tenus sur les classes moyennes ont été moins alarmistes au sein de la société québécoise.

Nous proposons dans les pages qui suivent d'étudier l'évolution des classes moyennes au sein de la société québécoise des années 1980 aux années 2000 (de 1982 à 2008, plus précisément). Quatre questions sous tendent notre démarche.

---

2. Mills, C. Wright, *Les cols blancs. Essai sur les classes moyennes américaines*, Paris, François Maspéro, 1966 [1951], 411 p. ; John Goldthorpe, *The Affluent Worker in the Class Structure*, London, Cambridge University Press, 1969, viii, 239 p. ; l'ouvrage classique de Anthony Giddens fait bien le point sur les classes moyennes dans cette perspective, *The Class Structure of the Advanced Societies*, London, Hutchinson, 1973, 336 p.
3. Voir son article « Malaise social, classes sociales et révolution bureaucratique » d'abord publié en anglais dans *Queen's Quaterly* à l'été 1964. Le texte a été reproduit en français dans Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990, p. 61-98.
4. Louis Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil, 2006 ; Régis Bigot, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, La Tour-d'Aigues, Les éditions de l'Aube, 2009, 199 p.

Y a-t-il eu un effritement des effectifs composant les classes moyennes, y a-t-il eu déclin du centre ? Ensuite, quelles soient en déclin ou non, les classes moyennes réussissent-elles à améliorer leur position relative par rapport aux autres classes socioéconomiques ? Enfin, deux questions complémentaires se posent : les chances d'accès aux classes moyennes ont-elles changé ces dernières années et leur composition s'est-elle modifiée depuis un quart de siècle, accentuant encore davantage l'emploi du pluriel pour les désigner ? Répondre à ces questions, qui seront l'objet d'autant de sections dans la présente contribution, nécessite d'abord de déterminer les meilleurs indicateurs à retenir, en lien avec la définition de la perspective théorique à adopter pour cerner le phénomène à l'étude.

Définir les classes moyennes : approche par le niveau de vie des familles

Nous proposons dans cette étude de définir les classes moyennes par divers indicateurs de ressources monétaires et non par la profession des individus, approche qui a été le plus souvent privilégiée dans les travaux classiques sur le sujet[5]. Quelques explications s'imposent afin de justifier ce choix, sur le plan théorique.

Maurice Halbwachs fut l'un des premiers à avoir noté la grande hétérogénéité des classes moyennes, qu'il souligne à maintes reprises dans son cours sur les classes sociales dispensé à la Sorbonne dans les années 1930 et publié seulement en 2008 par les Presses universitaires de France. Le sociologue y regroupe un ensemble de nouvelles professions et de nouveaux métiers en émergence dans le premier tiers du XXe siècle, notamment les employés. Mais Halbwachs ne se limite pas à caractériser les classes sociales à partir des professions ou des métiers exercés, car il privilégie l'étude des revenus dans ses travaux empiriques. Ainsi, dans son examen critique de la notion de classe, Halbwachs reproche à Marx d'avoir ramené l'opposition exploiteurs exploités à des termes trop politiques. « C'est plutôt une distinction entre plus riches et plus pauvres qui serait à introduire[6] », avance-t-il. Cette distinction permettrait selon lui de faire le lien entre l'activité productive

5. Voir notre synthèse des travaux effectués sur le sujet au Québec et au Canada pendant plus de quarante ans, Simon Langlois, « Classes sociales et stratification au Québec et au Canada », dans Jean-Noël Chopart et Claude Martin, *Que reste-t-il des classes sociales ?*, Paris, Éditions ENSP, 2004, p. 187-224.

6. Maurice Halbwachs , *Les classes sociales*, Paris, Presses universitaires de France, 2008, p. 61. Il s'agit du cours, jamais publié, dispensé en 1936. Professeur à la Sorbonne, Maurice Halbwachs a été déporté dans le camp de concentration de Buchenwald en 1944, où il est mort.

des individus et la distribution des revenus que retirent les ouvriers et les employés, notamment. Il ajoute : « Comme la richesse, évaluée en monnaie, comporte des degrés qui se peuvent exactement mesurer, une statistique des revenus nous donnerait alors le moyen de mesurer aussi le niveau des diverses classes sociales, et les intervalles qui les séparent. […] Mais où se fera la coupure ? Ce n'est pas à la richesse toute seule qu'il faudrait s'attacher à cet égard, mais aux dépenses […][7]. » Pour Halbwachs, ce n'est donc pas tant le revenu (familial, précisons-le) qui importe que les dépenses qu'il rend possible, approche qui l'amène à caractériser la classe moyenne. « Dans la représentation des classes, on retrouve à la fois l'idée d'un ensemble de professions et l'idée d'un ensemble de dépenses, puisque ces deux termes expriment l'un comme l'autre, quoique de façon diverse, la situation de l'homme dans la société […][8]. » Les dépenses révèlent les besoins jugés essentiels par les membres des ménages et les chercheurs en sociologie de la consommation ajouteront plus tard qu'elles servent aussi à caractériser les genres de vie[9].

Une autre raison justifie le choix du revenu familial et des dépenses comme indicateurs privilégiés pour l'étude de la classe moyenne : le fait que ses membres soient constitués de salariés. Dans son ouvrage classique, *Les cols blancs. Essai sur les classes moyennes américaines*, C. W. Mills insiste lui aussi sur la diversité de la composition sociale des classes moyennes qui comprennent les fonctionnaires, l'éventail des salariés non manuels, les enseignants et les titulaires des nouvelles professions dans le monde urbain en expansion rapide[10]. Pour Mills, deux traits communs donnent une certaine unité à la classe moyenne américaine en pleine croissance au milieu du XXe siècle : l'appartenance à une bureaucratie et le salariat. Mills observe en effet que les nouveaux employés ont supplanté en nombre au sein de la classe moyenne les indépendants, les artisans et les petits propriétaires, précisant que le salariat a ouvert aux classes moyennes l'accès à la consommation élargie de biens et services leur permettant de construire un nouveau mode de vie.

Serge Bosc a publié un inventaire exhaustif des travaux sociologiques sur les classes moyennes dans un ouvrage de synthèse, *Sociologie des classes moyennes* auquel nous renvoyons le lecteur. Les classes moyennes contemporaines « se

7. *Ibid.*, p. 68.
8. *Ibid.* p. 73.
9. Pour le Québec, voir l'enquête de Marc-Adélard Tremblay et Gérald Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1964, 405 p.
10. C. Wright Mills, *Les cols blancs..., op. cit.*

présentent comme un ensemble à la fois hiérarchisé et multipolarisé[11] » avance-t-il, et il ajoute une précision qui sera importante pour notre propos. « L'un des principaux apports de ce corpus a été de montrer que, aux frontières des classes dites moyennes, la similitude des niveaux de vie n'effaçait pas les distances sociales et culturelles avec les membres des classes populaires ou de la bourgeoisie établie[12]. » Plusieurs mondes sociaux (selon ses mots) se chevauchent dans cette nébuleuse et les individus appartenant à ce centre complexe se rapprochent de fait des classes les moins favorisées ou les plus favorisées selon qu'on se réfère à différents critères comme l'emploi, les qualifications ou les revenus. À la toute fin de son ouvrage, S. Bosc conclut par une question à laquelle nous proposons d'apporter une réponse sur le plan empirique : « Aurait-on affaire, alors, à un ensemble multiforme sans forces fédératrices, soumis aux attractions opposées des classes supérieures et populaires ? » L'étude des revenus et des dépenses des ménages permet justement de répondre de manière précise à cette question en comparant les ressources monétaires et les besoins révélés par les dépenses des diverses fractions au sein des classes moyennes à ce qui est observé dans les groupements les moins et les plus favorisés.

Retenir le revenu comme indicateur pour caractériser la hiérarchie sociale est forcément réducteur, mais cette approche présente néanmoins de nombreux avantages. Tout d'abord, elle permet d'étudier l'évolution du phénomène dans le temps, ce qui est l'objet de la présente contribution. Le revenu mesure aussi les intervalles qui séparent les classes, comme l'avait proposé Halbwachs dans ses travaux. Cet aspect est important lorsqu'on s'interroge sur la place qu'occupent les classes moyennes au sein de la structure sociale. Signalons aussi que cette approche rend possible la comparaison entre pays, contrairement à la nomenclature par professions qui diffère selon les États, mais cette perspective comparée ne sera pas considérée dans la présente étude.

Nous proposons de considérer comme faisant partie des classes moyennes les ménages dont les ressources monétaires se situent dans l'intervalle compris entre 75 % et 150 % de la médiane, une approche classique et largement utilisée dans les comparaisons internationales. Rappelons que la médiane est le point milieu de la distribution des revenus et qu'elle sépare la population en deux groupements égaux. Elle est préférable à l'utilisation de la moyenne, sensible à la distribution asymétrique des revenus vers la droite du continuum. Ce point est important, car les revenus des individus situés en haut de l'échelle socioéconomique

11. Serge Bosc, *Sociologie des classes moyennes, op. cit.*, p. 108.
12. *Ibid.*

ont augmenté plus rapidement que les autres ces dernières années. Simple à calculer, l'indicateur retenu comporte aussi un autre avantage : il sert à compter les effectifs des ménages situés au sein des classes moyennes et il permet d'évaluer l'évolution de la taille de ces dernières dans le temps. Plus précisément, il caractérise la polarisation sociale et Wolfson et Murphy ont montré que cette mesure simple avait des propriétés statistiques qui reproduisaient les résultats obtenus avec des mesures de polarisation plus sophistiquées[13].

L'approche proposée ne sert pas seulement à caractériser les classes moyennes, car elle définit divers sous-ensembles sur un continuum, depuis les ménages les moins favorisés jusqu'aux plus favorisés. Trois groupes seront distingués au total. Le premier est formé des ménages les moins favorisés – pauvres et à faibles revenus – soit les ménages ayant moins que 75 % de la médiane. Dans le suivant se retrouvent les classes moyennes alors que les ménages aisés et riches constituent le dernier groupe, dont les revenus dépassent 1,5 fois la médiane.

L'examen de la situation des classes moyennes se fera au moyen de quatre variables différentes : le revenu de marché, le revenu total incluant les paiements de transfert en provenance de l'État, le revenu disponible après impôts et le niveau de vie (revenu net par unité, qui prend en compte la composition du ménage). Le revenu de marché comprend les gains des salariés ainsi que les revenus nets des travailleurs autonomes et les revenus de placement, y compris les revenus de retraite. Le niveau de vie – aussi appelé revenu ajusté dans les travaux sur ces questions – est mesuré en divisant le revenu disponible (après impôts directs) par le nombre pondéré de membres dans le ménage. Pour la pondération, nous utiliserons l'échelle d'équivalence de Statistique Canada qui donne le poids 1 au premier adulte du ménage, le poids 0,8 aux autres adultes et le poids 0,5 aux enfants de moins de 16 ans.

Chacune de ces variables apporte une réponse différente à la question du déclin, ce qui explique une certaine confusion dans les débats publics qui se limitent à la considération d'une seule d'entre elles. L'intérêt de cette approche par différentes variables est de montrer comment l'intervention de l'État, d'un côté, et la composition des ménages, de l'autre, jouent un rôle important dans la constitution des classes moyennes.

Nous analyserons les données de l'échantillon québécois des enquêtes nationales faites par Statistique Canada. Deux enquêtes ont été menées et répétées dans le temps. La première – l'*Enquête sur les dépenses des familles* (EDF) – a été

13. Michael C. Wolfson et Brian Murphy, « Inégalités en Amérique du Nord. Le 49e parallèle a-t-il encore de l'importance », Ottawa, Statistique Canada, Rapport de recherche, 2003.

réalisée des années 1960 aux années 1980 et la seconde, qui a remplacé l'EDF – l'*Enquête sur les dépenses des ménages* (EDM) – est devenue annuelle à partir de l'année 1997. Quelques changements ont été apportés dans la seconde enquête pouvant affecter (quoique marginalement) l'analyse des tendances de fond, qui est l'objet de la présente contribution, mais ces modifications ont touché la mesure des dépenses des ménages, un aspect qui n'est pas abordé dans cette contribution[14]. Nous avons retenu pour les fins de la présente recherche les années 1982, 1992, 2002 et 2008, dernière année disponible. La période couvre deux cycles économiques complets.

Avant d'analyser la situation des classes moyennes, nous allons d'abord caractériser l'évolution des ressources financières des ménages à l'aide de données sur les revenus médians et sur le niveau de vie.

Le rattrapage des années 2000

Deux tendances de fond caractérisent l'évolution des ressources des ménages ces dernières années. La première est la reprise à la hausse des revenus des ménages après environ une vingtaine d'années de stagnation, soit depuis le premier choc pétrolier (1973). La seconde tendance marque une hausse des inégalités socioéconomiques, survenue en parallèle à l'augmentation des revenus. Nous caractériserons brièvement des deux tendances.

D'abord, la première tendance. Amorcée à partir du premier grand choc pétrolier de 1973, la stagnation des revenus réels s'est arrêtée vers le milieu des années 1990 et les ressources des ménages ont alors renoué avec la croissance, comme le montre clairement l'analyse de l'évolution des revenus des particuliers et des ménages effectuée par Sylvie Jean de l'Institut de la statistique du Québec dans le portrait social du Québec publié en 2010[15]. Les données tirées des enquêtes de Statistique Canada que nous utiliserons pour notre étude confirment cette tendance à l'amélioration des revenus des ménages, que ce soit d'après l'un ou l'autre des quatre types de revenus retenus (tableau 1).

14. Pour plus de précisions sur les caractéristiques techniques des enquêtes, voir la documentation de Statistique Canada sur son site web – www.statcan.ca.

15. Sylvie Jean, « Le revenu », dans Sylvie Rhéault (dir.) *Portrait social du Québec. Données et analyses. Edition 2010*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2010, 310 p.

Tableau 1

Revenus médians de l'ensemble des ménages en dollars constant de 2008 selon les types de revenus, au total et ménages comptant deux personnes ou plus, Québec, 1982 à 2008

Ménages	Types de revenus	1982	1992	2002	2008	Écart en % 2008 - 1982
Personnes seules	Revenu de marché	16 100	13 014	16 905	18 300	13,7
	Revenu total	21 622	19 824	23 131	24 000	11,0
	Revenu disponible	20 121	18 219	20 286	21 956	9,1
	Niveau de vie	20 121	18 219	20 286	21 956	9,1
2 personnes et plus	Revenu de marché	48 954	47 553	53 069	58 100	18,7
	Revenu total	55 096	54 939	59 731	66 000	19,8
	Revenu disponible	46 066	44 468	50 152	54 037	17,3
	Niveau de vie	18 274	18 421	21 686	25 221	38,0
Tous les ménages	Revenu de marché	41 897	39 042	40 572	42 000	0,2
	Revenu total	48 300	46 850	48 461	50 000	3,5
	Revenu disponible	40 765	38 037	40 234	41 322	1,3
	Niveau de vie	18 555	18 330	21 413	24 200	30,4

Source : Statistique Canada, *Enquêtes EDF et EDM*, calculs de l'auteur.

Dans le premier tableau, nous avons séparé les ménages formés de personnes vivant seules et ceux qui comptent deux personnes ou plus, car le nombre de personnes vivant seules a fortement augmenté entre 1982 et 2008, ce qui affecte les revenus médians. Chez les personnes seules, le revenu disponible et le niveau de vie sont identiques par définition, puisque le niveau de vie est ajusté en fonction du nombre de membres. Les divers types de revenus médians ont été relativement stables dans les années 1980 alors que leur croissance a été marquée dans les années 2000. Précisons au passage que les revenus médians de tous les ménages pris ensemble ont un peu moins augmenté parce qu'on y retrouve davantage de personnes vivant en solo. Ce résultat est convergent avec les analyses faites par Sylvie Jean à partir d'une autre base de données, ce qui donne une bonne validité à la présente étude effectuée avec l'enquête sur les dépenses des ménages. Le niveau de vie – qui tient compte du nombre de personnes vivant dans le ménage – a, quant à lui, augmenté plus fortement que les trois types de revenus dans les ménages qui comptent au moins deux personnes.

Cette première tendance donne à penser qu'il y a eu effectivement rattrapage dans les revenus à partir des années 2000, mais aussi que les changements dans la composition des ménages – comme la montée du mode de vie en solitaire ou l'avènement des couples sans enfant présent au foyer – sont déterminants pour le niveau de vie.

Dans le dernier tiers du XXe siècle, le nombre moyen de personnes par ménages a diminué, d'abord à cause de la hausse du nombre de familles monoparentales, mais surtout à la suite de l'avènement des ménages formés de couples sans enfant présent au foyer. Les premières cohortes du baby-boom sont en effet arrivées à la phase du nid vide à la fin du XXe siècle et dans les années 2000. Le revenu disponible des ménages a donc été divisé par moins de bouches à nourrir, ce qui explique en bonne partie la hausse plus prononcée du niveau de vie.

La seconde tendance est pertinente pour notre propos. La fin de la stagnation des années 1980 et le rattrapage qui a suivi ont été accompagnés par une hausse des inégalités socioéconomiques. L'ascenseur n'a pas fonctionné de manière uniforme pour tous. Les contours de l'accroissement des inégalités sont connus[16]. Les inégalités socioéconomiques ont diminué au Québec durant le cycle économique 1979-1989, mais elles ont augmenté dans le cycle subséquent. L'augmentation a été prononcée dans les revenus de marché (revenus de travail et revenus de placements) bien davantage que dans les revenus disponibles (après impôts et transferts), car l'intervention de l'État a neutralisé, mais en partie seulement, la hausse des inégalités en provenance du marché.

Depuis les années 1990 et dans les années 2000, l'inégalité s'est accrue entre diplômés et non-diplômés, contrairement à ce qui s'était passé plus tôt dans la seconde moitié du XXe siècle. Dans le contexte de l'économie mondialisée, les personnes qui n'ont pas poursuivi d'études avancées tirent moins facilement leur épingle du jeu. Par ailleurs, durant la même période, de bons emplois ont été créés dans les senteurs de pointe : nouvelles technologies, industries du multimédia, industries électroniques et aéronautiques, services financiers diversifiés, etc., rémunérant bien les compétences et les aptitudes acquises dans le système scolaire. Le double revenu s'est imposé comme norme dans les couples et le mode de vie familial est, de son côté, une variable à prendre en compte dans la lecture des inégalités, puisque la distance entre couples à deux revenus d'une part, et couples à un seul revenu, familles monoparentales et personnes vivant seules, d'autre part,

16. Stéphane Crespo, *L'inégalité de revenu au Québec 1979-2004. Les contributions de composantes de revenu selon le cycle économique*, coll. « Conditions de vie », Québec, Institut de la statistique du Québec, 2007, 64 p.

a tendance à s'accroître. La proportion de la population arrivée à l'âge de la retraite est en hausse, ce qui touche aussi les mesures de l'inégalité. Il en va de même pour la proportion de diplômés au sein de la population active, en constante augmentation.

C'est dans ce contexte macrosociologique que les classes moyennes ont évolué depuis 1982. La distinction des quatre types de revenus que nous proposons prend en compte plusieurs éléments de contexte comme l'évolution du marché des rémunérations, l'intervention de l'État providence ou les mutations qui affectent la composition et les caractéristiques des ménages. Au total, la mesure du niveau de vie sera la mieux appropriée pour donner un diagnostic fiable sur la place des classes moyennes dans notre société.

Les classes moyennes menacées ?

Nous commencerons par analyser l'évolution de la taille des classes moyennes au Québec. Leur part au sein de la structure sociale est-elle en déclin comme on l'observe ailleurs et comme on le prétend parfois dans certaines interventions publiques (moins fréquemment au Québec qu'ailleurs dans le monde, il faut le préciser) ? Le tableau 2 présente la réponse à cette question. On y retrouve la distribution des ménages québécois dans les groupements définis par rapport à la médiane, soit les ménages pauvres, les ménages de classes moyennes et les ménages aisés.

Les classes moyennes ont de la difficulté à maintenir leurs effectifs au même niveau à partir des seuls revenus de marché (revenus de travail, d'entreprises et de placements) depuis 25 ans. S'il n'en tenait qu'au marché, la proportion de ménages appartenant aux classes moyennes aurait régressé de manière importante, passant du tiers au quart des ménages entre 1982 et 2008. Une partie de ces ménages a glissé vers le bas et une autre a au contraire amélioré sa situation en gonflant les rangs des classes aisées. Ce résultat est congruent avec les deux phénomènes qui ont été dégagés plus haut, à savoir l'augmentation des inégalités observée dans les revenus de marché et la croissance des revenus réels dans les années 2000, laquelle a été plus marquée chez les ménages les plus riches.

Si on ajoute aux revenus de marché les transferts directs venant de l'État (allocations de toute sorte), donc en considérant le revenu total, la situation change et la part des ménages faisant partie de la classe moyenne augmente tout au cours de la période. La fiscalité joue aussi de son côté un rôle, car le mécanisme de redistribution favorise les classes moyennes (dont la proportion augmente) et les classes les moins favorisées (dont la proportion diminue). La fiscalité procure des

ressources supplémentaires à certains ménages (les familles avec enfants, par exemple) soit directement (les allocations familiales du gouvernement fédéral ou les paiements d'assurance chômage, par exemple), soit par le biais de crédits d'impôts (crédits aux familles monoparentales, etc.). Comme la fiscalité est progressive, elle affecte à la baisse le revenu disponible des ménages les plus favorisés, ce qui n'est pas sans influencer la médiane comme on peut le voir dans le tableau 1 en comparant les lignes deux et trois de chacun des sous-ensembles distingués. Les deux grands volets qui caractérisent l'action de l'État providence contemporain font contrepoids aux tendances du marché qui rendent plus difficile l'accès des ménages québécois aux classes moyennes.

Tableau 2

Distribution du revenu des ménages autour de la médiane selon le type de revenus et l'année, Québec, 1982 à 2008

		<75 % de la médiane	Entre 75 % et 150 % de la médiane	>150 % de la médiane	Total	Médiane
Revenu de marché	1982	38,6	33,5	27,9	100	41 897
	1992	40,3	29,0	30,7	100	39 042
	2002	41,3	27,0	31,7	100	40 572
	2008	40,0	26,5	33,5	100	42 000
Revenu total	1982	35,8	40,3	23,9	100	48 300
	1992	36,3	37,5	26,1	100	46 850
	2002	37,9	35,4	26,7	100	48 461
	2008	38,0	32,6	29,4	100	50 000
Revenu disponible	1982	33,6	45,2	21,2	100	40 765
	1992	33,5	43,5	23,0	100	38 037
	2002	35,3	39,8	24,9	100	40 234
	2008	35,6	35,7	28,7	100	41 322
Niveau de vie	1982	30,3	47,0	21,7	100	18 555
	1992	27,3	51,7	21,0	100	18 330
	2002	29,0	50,0	21,0	100	21 413
	2008	29,4	50,6	20,0	100	24 200

Source : Statistique Canada, *Enquêtes EDF et EDM*, calculs de l'auteur.

Enfin, le niveau de vie, qui prend en compte la composition du ménage, permet de mieux estimer la taille des classes moyennes, qui se situe autour d'un ménage sur deux au cours de la période examinée (dernière partie du tableau 2).

Il ressort des estimations précédentes que la proportion de ménages appartenant aux classes moyennes n'a pas vraiment régressé au Québec depuis 26 ans, soit durant les deux derniers cycles économiques complets. On y retrouve encore un ménage sur deux environ, malgré le fait que les revenus de marché ne donnent plus aussi facilement accès à « la nébuleuse du centre[17] » et malgré certaines mutations des modes de vie qui jouent aussi contre cet accès comme la montée du mode de vie en solitaire ou la hausse de la monoparentalité, qui ne sont pas sans affecter les ressources financières des ménages et, partant, leur niveau de vie.

L'analyse qui précède appelle cependant des nuances importantes. Les trois premiers blocs du tableau 2 indiquent nettement que des changements majeurs se sont produits au centre de la structure sociale québécoise en un quart de siècle sur le plan des revenus. Nous verrons mieux l'ampleur de ces changements en étudiant les chances d'accès des ménages aux places du centre, d'abord, puis la composition même des classes moyennes dans les deux sections suivantes de cette contribution. Nous montrerons que les traits typiques des classes moyennes ont changé beaucoup plus rapidement que les chances d'en faire partie associées aux diverses caractéristiques des ménages, ce qui donnera une clé de lecture des observations qui viennent d'être faites sur la situation socioéconomique des classes moyennes et nous permettra d'avancer ensuite des éléments d'explication.

Les chances d'accès à la classe moyenne

Quelles sont les chances qu'ont les ménages québécois de faire partie des classes moyennes ? Ont-elles changé en 25 ans ? Pour répondre à ces questions, nous examinerons les probabilités d'appartenir à la classe moyenne associées à différentes caractéristiques des ménages disponibles dans les enquêtes examinées dans la présente recherche (tableau 3). Dans cet examen, nous avons retenu la mesure du niveau de vie afin de caractériser les classes moyennes et notre analyse portera sur l'ensemble des ménages québécois, incluant les ménages de personnes seules.

Les enquêtes que nous avons exploitées visent d'abord à bien mesurer les dépenses des ménages et leurs sources de revenus, mais elles sont moins précises sur la mesure des caractéristiques de leurs membres. La base de données que nous

17. Serge Bosc, *Sociologie des classes moyennes, op. cit.*

analysons présente un potentiel limité pour étudier de manière valide et sûre ces dernières. Leur analyse exigerait une enquête ad hoc plus fine. Aussi, l'analyse qui suit a-t-elle un but exploratoire permettant de dégager des *tendances de fond* plutôt que d'estimer de manière précise des *paramètres* comme la proportion exacte de diplômés universitaires ou de jeunes ménages faisant partie des classes moyennes.

Une observation d'ensemble ressort nettement de ce tableau 3 : les chances d'avoir accès aux classes moyennes ne se sont pas détériorées dans le dernier quart de siècle, quelles que soient les caractéristiques examinées, que ce soit l'âge, la scolarité, la composition du ménage, le nombre d'enfants ou le mode de propriété. La taille des classes moyennes québécoises n'a pas vraiment régressé en 26 ans, nous l'avons vu plus haut, et les chances d'en faire partie, associées aux principales caractéristiques des individus, n'ont pas non plus été altérées.

Pour illustrer ce qui précède, prenons deux caractéristiques : le diplôme d'études secondaire et le fait d'avoir moins de 35 ans (diplôme et âge de la personne de référence dans le ménage). Les données du tableau 3 doivent se lire comme suit. Un ménage sur deux dont la personne de référence avait moins de 35 ans en 1982 faisait partie des classes moyennes et cette proportion est restée la même en 2008. Toutes les autres proportions du tableau doivent se lire de la même manière et chaque ligne décrit une tendance. Les chances de faire partie des classes moyennes associées à ces deux caractéristiques n'ont presque pas bougé en 26 ans.

Certains changements méritent d'être notés, puisque quelques caractéristiques des ménages sont associées à une plus grande probabilité d'accès aux classes moyennes (mais non à un déclin de ces chances, il faut le préciser). Le changement s'est fait dans le sens d'une amélioration. D'abord, les personnes qui vivent seules ont de meilleures chances d'y avoir accès en 2008 qu'en 1982. Il en va de même pour les familles monoparentales et les ménages non familiaux. Ce résultat n'est pas vraiment surprenant, car le gouvernement du Québec a adopté depuis une vingtaine d'années des politiques fiscales et des politiques publiques qui ont ciblé des types de ménages susceptibles d'avoir plus de difficulté à maintenir leur position socioéconomique devant les changements survenus sur le marché du travail ou dans les modes de vie (notamment, la monoparentalité)[18]. On observe aussi une amélioration des chances d'accès aux classes moyennes après l'âge de 65 ans, dans les couples sans enfant présent et dans les ménages sans

18. Certaines mesures ont aussi été adoptées par le gouvernement fédéral, mais celui du Québec a poussé plus loin « les politiques ciblées ».

Tableau 3

Proportions de ménages faisant partie des classes moyennes mesurées par le niveau de vie selon certaines caractéristiques, Québec, 1982 à 2008

	1982	1992	2002	2008
Moins de 35 ans	50,7	57,8	46,6	51,0
35 - 49 ans	49,9	50,3	50,1	57,5
50 - 64 ans	45,9	48,2	44,9	45,1
65 ans et plus	41,5	51,3	52,0	47,8
Âge moyen de la personne de référence	45,2	47,6	49,9	50,8
Secondaire partiel ou complet	48,1	53,3	**	48,4
Collégial complété	49,0	53,7	**	56,4
Université complétée	42,7	38,7	**	46,8
Personnes seules	35,4	39,6	40,6	45,1
Couples seulement	45,9	50,9	46,4	51,4
Couples avec enfants	56,8	61,5	56,8	54,5
Familles monoparentales	42,4	41,7	50,1	55,9
Autres	41,7	56,8	49,1	51,9
2 revenus d'emploi	56,5	59,8	55,7	57,2
1 revenu d'emploi	51,9	53,4	52,8	50,4
0 revenu d'emploi	30,5	39,5	42,8	43,9
0 enfant présent	43,3*	48,5*	45,9	48,5
1 ou 2 enfants	55,7*	57,8*	57,3	56,7
3 enfants et plus	50,9*	62,4*	41,7	51,8
Propriétaires sans hypothèque	47,1	51,8	51,9	50,2
Propriétaires avec hypothèque	55,1	56,6	53,6	56,9
Locataires	43,7	48,2	42,2	45,6

* En 1982 et 1992, seuls les enfants âgés de 0 à 16 ans sont comptés.

** Données non disponibles.

Grille de lecture : Chaque proportion décrit les chances de faire partie des classes moyennes associées à la caractéristique. Ainsi, 50,7 % des ménages dont la personne de référence a moins de 35 ans font partie des classes moyennes en 1982, 57,8 % en 1992, et ainsi de suite.

Source : Statistique Canada, *Enquêtes EDF et EDM*, calculs de l'auteur.

revenus de travail (des variables qui corrèlent ensemble), ce qui est dû notamment la hausse des ressources disponibles au sein des nouvelles cohortes de retraités dans les années 1990 et 2000. L'âge moyen de la personne de référence au sein des classes moyennes a aussi augmenté de manière marquée depuis le début des années 1980, dépassant 50 ans en 2008.

Résumons les analyses qui précèdent en quelques mots : la taille des classes moyennes n'a pas régressé au Québec dans le dernier tiers du XXe siècle et les chances d'en faire partie associées aux principales caractéristiques des ménages ne se sont pas détériorées. Au contraire, certains types de ménages – les familles monoparentales et les ménages de retraités, notamment – ont même amélioré leurs chances d'entrer dans l'univers des classes socioéconomiques du centre. Ceci dit, si la thèse du déclin des classes moyennes n'est pas confirmée et si les probabilités d'en faire partie associées aux principales caractéristiques des ménages n'ont pas diminué, il en va tout autrement de la composition des classes du centre qui, pour sa part, s'est modifiée.

La composition de la classe moyenne a changé

Annonçons d'entrée de jeu l'observation d'ensemble à retenir en examinant les données du prochain tableau, complémentaires du précédent, qui va servir à l'analyse qui va suivre : la composition de la classe moyenne a changé de manière nettement plus importante que les chances d'y avoir accès, entre 1982 et 2008.

Quelles sont les tendances de fond modifiant les traits typiques des classes moyennes ?

La composition de la classe moyenne change rapidement, notamment parce qu'elle reflète les mutations démographiques de la population (tableau 4). Ainsi, la moyenne d'âge des chefs de ménages au sein des classes moyennes est-elle de plus en plus élevée. Cela s'explique par la diminution du nombre de jeunes ménages dans la population québécoise au cours de la période examinée et par le vieillissement de la population, mais non par la plus grande difficulté d'accès qu'auraient les jeunes ménages au niveau de vie typique des classes moyennes, comme on l'a vu plus précédemment. Par ailleurs, nous avons déjà évoqué la hausse du nombre de ménages québécois arrivés à la phase du nid vide et celle du nombre de ménages retraités ; cette tendance se reflète dans la composition des classes moyennes qui comprennent davantage de ménages de ce type, soit presque un ménage sur deux en 2008.

Tableau 4

Différentes variables caractérisant les classes moyennes mesurées d'après le niveau de vie, Québec, 1982 à 2008

	1982	1992	2002	2008
Moins de 35 ans	34,5	24,9	18,8	19,8
35 - 49 ans	29,5	36,4	33,5	32,4
50 - 64 ans	23,4	21,3	25,8	26,7
65 ans et plus	12,6	17,4	21,9	21,1
Âge moyen de la personne de référence	45,2	47,6	49,9	50,8
Secondaire partiel ou complet	70,6	65,3	**	42,6
Collégial complété	23,2	26,3	**	33,5
Université complétée	6,2	8,4	**	23,9
Personnes seules	15,7	18,2	25,1	30,1
Couples seulement	18,9	23,6	21,4	27,6
Couples avec enfants	53,1	43,2	35,1	25,7
Familles monoparentales	6,3	6,8	10,8	6,6
Autres	6,0	8,2	7,6	10,0
2 revenus d'emploi	35,2	40,0	63,1	66,1
1 revenu d'emploi	49,2	38,6	22,9	18,7
0 revenu d'emploi	15,6	21,4	14,0	15,2
0 enfant présent	54,2*	63,2*	67,8	72,5
1 ou 2 enfants	39,3*	31,1*	27,9	22,9
3 enfants et plus	6,5*	5,7*	4,3	4,6
Propriétaires sans hypothèque	22,1	26,6	27,8	25,3
Propriétaires avec hypothèque	35,2	33,1	35,4	36,0
Locataires	42,7	40,3	36,8	38,7

* En 1982 et 1992, seuls les enfants âgés de 0 à 16 ans sont comptés.

** Données non disponibles.

Source : Statistique Canada, *Enquêtes EDF et EDM*, calculs de l'auteur.

Deuxième tendance, les classes moyennes sont formées de personnes de plus en plus scolarisées, ayant complété leurs études collégiales ou universitaires. On y retrouve nettement moins de personnes n'ayant complété que le cours secondaire.

Troisième tendance, les classes moyennes comprennent surtout des ménages sans enfant présent, un changement majeur avec les années 1960 et 1970, c'est-à-dire des ménages formés de personnes vivant seules, de ménages non familiaux et de couples sans enfant présent. Du point de vue des modes de vie, les classes moyennes ont un visage plus diversifié. En 1982, plus de la moitié de ces dernières comptait des enfants, et cette proportion a fondu de moitié en 26 ans. Environ trois ménages sur quatre appartenant aux classes moyennes n'ont plus d'enfant présent au foyer en 2008. Rappelons qu'il s'agit là d'une tendance et non d'une estimation précise de proportions, un calcul qui exigerait d'être fait à partir d'autres sources de données.

Ensuite, le double revenu est devenu une caractéristique plus marquante des classes moyennes, touchant deux ménages sur trois. Le double revenu dans les couples est depuis longtemps la norme et, avec le temps, le remplacement des générations a étendu cette norme jusque dans les ménages les plus âgés sur le marché du travail. Rappelons que les épouses ayant maintenant entre 50 et 65 ans sont celles qui, les premières, avaient massivement envahi le marché du travail dans les années 1970.

Enfin, on compte un peu moins de locataires au sein des classes moyennes en 2008 et un peu plus de propriétaires sans hypothèque, ce qui est en phase avec le vieillissement de la population noté plus haut puisque les propriétaires plus âgés ont « fini de payer leur maison », pour reprendre l'expression populaire.

En résumé, la composition des classes moyennes reflète les changements structuraux qui ont caractérisé la population québécoise comme l'avènement du mode de vie en solitaire, l'arrivée à la phase du nid vide des premières cohortes du baby-boom, la hausse de la scolarisation des individus et l'augmentation du double revenu dans les couples.

Position relative des classes moyennes

Une dernière question sera abordée : comment se situent les classes moyennes par rapport aux autres groupements au sein de la structure sociale québécoise ? Peut-on avancer que la position socioéconomique relative des classes moyennes s'est améliorée ou s'est détériorée ?

Afin de répondre à la question posée, nous avons calculé la moyenne des revenus dans les trois grands groupements socioéconomiques définis par rapport à la médiane distingués plus haut, soit les classes à faibles revenus, les classes moyennes et les classes aisées (tableau 5). Les données indiquent clairement que les ménages les plus riches se distancient des autres d'après les revenus de marché

dans les années 2000. Ces derniers se situent en haut d'un escalier roulant, mais ils grimpent aussi des marches qui les éloignent des autres. Ce résultat illustre bien la tendance à l'accroissement des inégalités socioéconomiques caractérisant les revenus de marché qui a été notée plus haut pour la période des années 2000. Cet avantage disparaît cependant lorsqu'on prend en compte les paiements de transferts et la fiscalité. Cette fois, la distance entre les classes aisées et les classes moyennes ne s'accentue pas. Cependant, les plus riches au sein des classes aisées – disons les ménages se trouvant dans le décile supérieur des revenus – se distancient des autres dans les années 2000 et font augmenter les inégalités (données non publiées).

Tableau 5

Moyennes (en dollars constants de 2008) de divers types de revenus des ménages selon trois groupes socioéconomiques, Québec, 1982-2008

		< 75% de la médiane	Entre 75% et 150% de la médiane	> 150% de la médiane	Écart en %	
					2/1	3/2
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Revenu de marché	1982	11 334	46 907	94 787	4,1	2,0
	1992	10 115	43 998	94 032	4,3	2,1
	2002	11 401	46 056	99 648	4,0	2,2
	2008	11 806	46 033	107 662	3,9	2,3
Revenu total	1982	21 546	53 530	103 524	2,5	1,9
	1992	21 078	51 589	104 101	2,4	2,0
	2002	21 752	54 079	109 186	2,5	2,0
	2008	21 994	54 816	117 851	2,5	2,1
Revenu disponible	1982	19 455	44 816	83 016	2,3	1,9
	1992	18 419	41 698	78 527	2,3	1,9
	2002	19 078	44 223	83 772	2,3	1,9
	2008	19 740	44 640	90 818	2,3	2,0
Niveau de vie	1982	10 516	19 986	37 922	1,9	1,9
	1992	10 508	19 670	38 179	1,9	1,9
	2002	11 873	22 988	44 021	1,9	1,9
	2008	12 807	26 047	49 703	2,0	1,9

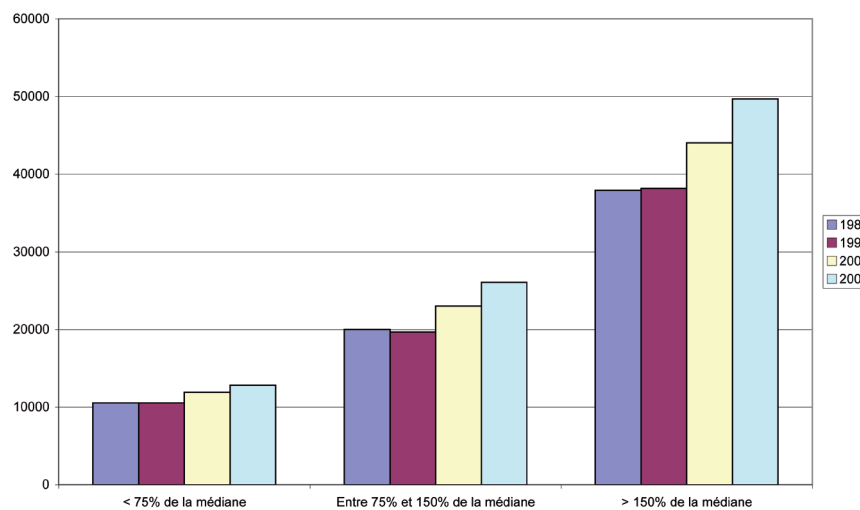
Source : Statistique Canada, *Enquêtes EDF et EDM*, calculs de l'auteur.

La position relative des trois grandes classes socioéconomiques retenues dans le tableau 5 n'a pas changé en un peu plus d'un quart de siècle, d'après les revenus disponibles et le niveau de vie. Ce résultat empirique s'ajoute aux constats faits plus haut : non seulement la taille de la classe moyenne ne décline pas, non seulement les chances d'en faire partie restent bonnes, mais encore la distance qui existe entre les diverses classes n'a pas été modifiée dans les dernières années, les ménages les plus riches faisant cependant exception, un aspect qui n'est pas analysé ici.

Le graphique 1 présente d'une manière plus parlante les données sur le niveau de vie présentes dans le dernier bloc du tableau 5. Il montre nettement la stabilité observable du niveau dans les années 1980 et 1990, puis les hausses observées par la suite dans les trois types de classes socioéconomiques.

Graphique 1

Niveau de vie moyen des ménages selon trois groupes socioéconomiques, Québec, 1982-2008



Éléments d'explication

Comment expliquer les observations empiriques dont nous venons de faire état, notamment le fait que la taille des classes moyennes n'ait pas rétréci au Québec et le fait que les chances d'y avoir accès, d'après la mesure de niveau de vie, n'aient pas changé depuis un quart de siècle, s'améliorant même pour certains ménages ?

Première explication : l'effet de génération – qui avait marqué l'évolution des revenus des particuliers et des ménages dans les années 1980 et au début des années 1990 – a disparu, contrairement à ce qui s'est passé en France où il persiste[19]. Par effet de génération, il faut entendre le fait que les nouvelles cohortes d'individus ou de ménages retirent des revenus moins élevés que les précédentes au même âge. Cet effet de génération avait surtout touché les jeunes ménages dans le dernier tiers du XXe siècle au Québec, affectant leur capacité à joindre les rangs de la classe moyenne à partir des seuls revenus de marché. Les jeunes ménages avaient alors compensé en partie cette difficulté en travaillant davantage (le double revenu à temps complet s'est imposé comme norme) afin de rester au même niveau de vie que les générations précédentes, mais une partie d'entre eux n'y était pas parvenu. Dans des travaux antérieurs, nous avions observé une sorte de rupture autour de l'âge de 45 ans, observable dans les années 1980, soit une régression de la proportion de jeunes ménages au sein des classes moyennes et une augmentation de la part des plus âgés[20]. Autrement dit, derrière la stabilité observable dans les deux premières colonnes du graphique 1 (années 1982 et 1992) se cachaient deux tendances allant en sens contraire : baisse des revenus chez les jeunes et hausses chez les plus vieux.

Or, les choses ont changé au cours du dernier cycle économique, marqué par la hausse des revenus de marché, notamment dans les années 2000. L'étude de Sylvie Jean, de l'Institut de la statistique du Québec, parue au moment de rédiger ces lignes[21], montre clairement que l'effet de génération affectant les revenus a disparu dans les années 2000, pour toutes les catégories d'âge et ce, tant pour les revenus disponibles et les revenus ajustés (notre mesure de niveau de vie)

---

19. Voir les références données au début de ce texte.
20. Simon Langlois, « Le niveau de vie des familles. Déclassement et effet de génération », dans Gilles Pronovost (dir.), *Comprendre la famille. Actes du symposium québécois de recherche sur la famille*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1994, p. 17-30 ; Simon Langlois, « Mutation du niveau de vie des familles québécoises », dans Gilles Pronovost, Chantale Dumont, Isabelle Bitaudeau et Elizabeth Coutu (dirs), *La famille à l'horizon 2020*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 59-69.
21. Sylvie Jean, « Le revenu », *loc. cit*.

des ménages que pour les revenus des particuliers[22]. « Ainsi, les générations 1952-1957, 1962-1967 et 1972-1977 ont un revenu plus bas que la génération précédente au même âge, et ce, pour toutes les années avant 2002, tandis qu'aux âges correspondant aux deux derniers points (donc 2002 et 2007) de chacune de ces générations, leur revenu dépasse celui de la génération précédente[23]. » Cette citation est claire : il y a eu effet de génération avant les années 2000 et retournement ou disparition de cet effet dans le nouveau siècle. Ce retournement a bénéficié aux classes moyennes, notamment parce que les revenus des jeunes ménages ont augmenté dans les années 2000, mais aussi parce que les ménages plus âgés à la retraite ou proches de l'âge de la retraite sont arrivés à cette étape de leur cycle de vie avec des ressources plus élevées que les cohortes précédentes au même âge.

Ensuite, l'évolution des inégalités a marqué les classes moyennes de la manière suivante. Sur la période que nous examinons (1982-2008), les ménages disposant des plus hauts revenus de marché ont bénéficié de hausses plus rapides que les autres et le nombre de ménages à revenus très élevés a aussi augmenté pour diverses raisons : plus de ménages à double revenu, tendance nouvelle à la création de ménages dont les membres disposent tous de revenus élevés à cause de la convergence des statuts des conjoints, plus de diplômés à revenus élevés, etc. Si le nombre de ménages à revenus nettement supérieurs à la médiane s'est accru, il faut bien que le nombre des autres ménages (notamment ceux de classes moyennes) ait diminué. Le phénomène est apparu plus clairement lors de l'examen des revenus de marché (où l'inégalité est plus marquée), mais beaucoup moins lors de l'examen des revenus disponibles après impôts, à cause du caractère redistributif de la fiscalité. Un certain nombre de ménages classés comme étant « riches » avant impôts directs appartiennent en fait aux classes moyennes une fois les impôts payés, ce qui apparaît clairement dans le tableau 2. La part des classes moyennes dans la société est par conséquent plus élevée si on la mesure avec les revenus disponibles qu'avec les seuls revenus de marché.

Enfin, l'État (québécois, mais aussi canadien) a adopté des politiques fiscales qui ont avantagé certains types de ménages et qui ont eu pour effet de hausser

22. Nous avions observé ce retournement de tendances chez les jeunes ménages dans notre contribution au livre publié en hommage à Guy Rocher, avec d'autres données, ce qui donne une bonne validité à ce diagnostic . Voir Simon Langlois, « Niveaux de vie et effets de génération » dans : Céline Saint-Pierre et Jean-Philippe Warren (dirs), *Sociologie et société québécoise. Présences de Guy Rocher*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2006, p. 73-84.

23. Sylvie Jean, « Le revenu », *loc. cit.*, p. 176.

leur niveau de vie – notamment dans le cas des jeunes familles, des familles monoparentales et des ménages de personnes âgées – leur permettant d'avoir accès aux classes moyennes.

Mais ce n'est pas tout. Les caractéristiques des membres des ménages qui composent les classes moyennes ont assez radicalement changé en plus d'un quart de siècle, ce qui a aussi contribué à contrer le déclin appréhendé. La scolarisation de la population québécoise a poursuivi sa progression, et on sait que les diplômés ont de meilleures chances d'avoir des emplois mieux rémunérés, et donc de meilleures chances d'avoir accès au niveau de vie des classes moyennes. Cela fut par ailleurs rendu possible au Québec par la structure d'âge qui a favorisé l'emploi des jeunes, les personnes formant les premières cohortes de baby-boomers étant nombreuses à prendre leur retraite à mesure qu'on progresse dans les années 2000. De plus, le nombre de ménages arrivés à la phase du nid vide au moment où les revenus personnels de leurs membres atteignent un sommet dans le cycle de vie a été en forte hausse, ce qui a aussi fait grossir les rangs des classes moyennes. De leur côté, les nouvelles cohortes de retraités arrivent mieux nanties à cette étape de leur vie, et une moindre proportion d'entre eux que par le passé rejoignent les rangs des classes les moins favorisées lorsque prend fin la vie active.

Autrement dit, le devenir des classes moyennes relève d'une combinaison complexe de facteurs endogènes et exogènes, depuis l'évolution des revenus de marché et les modifications survenues dans les interventions étatiques qui touchent directement les ménages jusqu'aux choix de vie personnels (se marier, divorcer, vivre en solo), autant de facteurs différents dont le poids respectif est cependant difficile à départager, sans oublier les mutations structurelles qui ont favorisé le maintien des effectifs en proportion élevée au centre.

Conclusion

Les classes moyennes ont de la difficulté à maintenir leur place au sein de la structure sociale à partir des ressources tirées du travail de leurs membres. À ne considérer que les seuls revenus de marché, il serait possible de parler de déclin des classes moyennes au sein de la société québécoise. Mais comme d'autres facteurs interviennent dans l'accès à un certain statut socioéconomique – par exemple, la fiscalité ou les paiements de transferts, mais aussi la scolarisation accrue des nouvelles générations qui se succèdent ou l'amélioration des revenus de retraite – les effectifs des classes moyennes mesurées par le niveau de vie (et non pas seulement par le revenu de marché) se sont maintenus et la taille des classes moyennes n'est pas en déclin au Québec, contrairement à ce qui se passe

dans d'autres pays développés où cette question est devenue un enjeu de société important.

Notre analyse a montré que les chances d'avoir accès aux classes moyennes associées à un certain nombre de caractéristiques des ménages étaient restées inchangées depuis les années 1980. Ce résultat contredit aussi la thèse du déclin. Nous avons par ailleurs observé que certains types particuliers de ménages, comme les familles monoparentales ou les ménages formés de retraités, avaient même amélioré leurs chances de faire partie de la « nébuleuse du centre ».

La composition des ménages appartenant aux classes moyennes a cependant profondément changé depuis les années 1980 et celles-ci reflètent les mutations structurelles qui ont marqué la société québécoise. Ainsi, la structure d'âge des membres des classes moyennes a changé. Les jeunes ménages ont encore de bonnes chances d'en faire partie, mais comme ils sont moins nombreux proportionnellement, il s'ensuit aussi qu'ils y sont moins fortement représentés. Les retraités et les couples sans enfant présent, arrivés à la phase du nid vide, sont quant à eux numériquement plus nombreux au sein de ces dernières. Rappelons une donnée assez frappante : un ménage de classes moyennes sur deux comptait des enfants en 1982 et cette proportion a diminué de moitié en 2008. Du point de vue des modes de vie, les ménages de classes moyennes offrent donc un visage beaucoup plus diversifié. C'est là le plus grand changement que nous avons observé dans cette étude.

À la lecture des résultats de recherche qui viennent d'être rapportés, on comprend mieux pourquoi le discours sur le déclin des classes moyennes a eu peu de résonnance dans les débats publics au Québec, alors qu'il est bien davantage présent en France ou aux États-Unis.